

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 septembre 2020

PROPOSITION DE LOI

relative au travail associatif

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES
N° 76/2020 DU 24 AOÛT 2020**

Voir:

Doc 55 1433/ (2019/2020):

001: Proposition de loi de Mme De Jonge et M. Lachaert.
002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 september 2020

WETSVOORSTEL

betreffende het verenigingswerk

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT
NR. 76/2020 VAN 24 AUGUSTUS 2020**

Zie:

Doc 55 1433/ (2019/2020):

001: Wetsvoorstel van mevrouw De Jonge en de heer Lachaert.
002: Amendementen.

03068

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 76/2020 du 24 août 2020

Objet: Demande d'avis concernant une proposition de loi relative au travail associatif (CO-A-2020-082)

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis du Président de la Chambre des Représentants, Monsieur Patrick DEWAELE, reçue le 23 juillet 2020;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 24 août 2020, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le Président de la Chambre des Représentants a introduit auprès de l'Autorité une demande d'avis concernant une proposition de loi relative au travail associatif (CO-A-2020-059) (ci-après « la proposition »). Des termes de son exposé des motifs, la proposition « comble une lacune qui risque d'apparaître suite à l'annulation par la Cour constitutionnelle de la réglementation relative au "revenu complémentaire exonéré d'impôt", en prévoyant un cadre juridique adapté pour le travail associatif à partir du 1er janvier 2021 ».
2. L'exposé des motifs explique que « Par arrêt n° 53/2020 du 23 avril 2020, la Cour constitutionnelle a annulé la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale ainsi que la loi du 30 octobre 2018 modifiant la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et le Code des impôts sur les revenus de 1992. Compte tenu des difficultés qui peuvent survenir pour les personnes concernées suite à l'arrêt d'annulation, la Cour a jugé que les effets des dispositions annulées devaient en tout état de cause être maintenus pour les activités exercées jusqu'à et d'ici le 31 décembre 2020 ».
3. La proposition concerne l'un des piliers du régime annulé, à savoir celui du travail associatif. Son objectif est de prévoir un cadre juridique adapté au travail associatif, dès lors que les cadres juridiques du travail « professionnel » et du « volontariat » ne conviennent pas à ce type de travail. Un statut spécifique, se situant entre ceux du volontariat et du travail professionnel, est créé pour le travail associatif. L'objectif (économique) est que l'indemnité (limitée) perçue dans le cadre du travail associatif ne soit pas considérée comme une forme de rémunération ou un revenu professionnel imposables, mais qu'une cotisation de solidarité (de 10% de l'indemnité) soit néanmoins due par l'organisation qui a recours au travail associatif.
4. Différentes conditions sont établies par la proposition afin de pouvoir bénéficier du régime spécifique du travail associatif, à savoir notamment : le travailleur doit avoir une activité professionnelle principale (vérifiée sur base trimestrielle) ; une déclaration électronique permet la surveillance du travail associatif ; seules certaines fonctions peuvent faire l'objet d'un tel travail ; l'indemnité est à un maximum annuel et mensuel ; une interdiction de cumul d'une autre activité avec la même organisation est prévue (les travailleurs associatifs ne peuvent pas être liés à l'organisation les occupant en qualité de volontaire, de travailleur, d'indépendant ou de fonctionnaire) ; le travail associatif est interdit durant un an après la fin de leur contrat, aux anciens travailleurs de l'organisation concernée ; et il est interdit de passer d'un travail régulier à un travail associatif¹.

¹ Voir l'exposé des motifs de la proposition, pp. 6-8.

5. Dans le formulaire de demande d'avis, au titre de la description des traitements concernés, le demandeur renvoie à l'article 34 de la disposition et au pouvoir général d'exécution du Roi. Le présent avis se focalise sur le Chapitre 11 de la proposition, intitulé « Déclaration électronique du travail associatif » et comprenant les articles 34 à 41. Il s'agit en effet de dispositions pertinentes en matière de traitements de données à caractère personnel.

II. EXAMEN

6. L'exposé des motifs de la proposition explique que le Chapitre 11 de celle-ci « régleme la déclaration électronique des travaux associatifs. Il s'agit d'un traitement de données à caractère personnel dont les éléments essentiels doivent être déterminés par la loi. À cet effet, les dispositions prévues par l'arrêté royal du 15 octobre 2018 portant exécution des articles 19 et 25 de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale^[2] sont intégrées dans cette loi. De plus, le responsable du traitement et la durée de conservation des données y sont également déterminés »³. Ce Chapitre étant structuré en fonction de la protection des données et étant détaillé en la matière, son commentaire est réalisé ci-après, article par article.
7. **Article 34 – données traitées, finalités et moyen de traitement.** Afin d'alléger la charge administrative pesant sur l'organisation⁴ désireuse de recourir au travail associatif, c'est l'Office national de sécurité sociale [l'ONSS/l'institution] qui est chargé de mettre à disposition une application aux fins de l'introduction de la déclaration électronique du travail associatif [la déclaration], et de déterminer la forme et les modalités de la communication des données. L'article 34, § 1^{er} de la proposition détaille les données qui sont à déclarer et celles-ci n'appellent généralement pas de commentaire particulier au regard de l'article 5, 1., c) du RGPD, compte tenu des conditions applicables au travail associatif⁵. Trois commentaires peuvent toutefois être émis, ainsi qu'une remarque.
8. Premièrement, bien que la finalité de la déclaration électronique (et de l'application y liée) ressorte clairement de l'économie de la proposition, celle-ci doit être, conformément à l'article 6, 3. du RGPD, explicitement reprise dans le dispositif de la proposition. Ainsi cette déclaration et son application ont pour finalité d'alléger la charge administrative pesant sur les parties, de leur permettre d'assurer le suivi de leur statut, d'assurer l'application correcte de ce dernier et à cet égard, également de permettre le contrôle du respect des règles fiscales et sociales pertinentes applicables.

² A propos de cet arrêté, voir l'Avis de la Commission de la Protection de la Vie Privée n° 69/2018 du 25 juillet 2018.

³ P. 39.

⁴ Définie à l'article 2, 3° de la proposition.

⁵ Voir les articles 2 à 5 de la proposition. Voir aussi l'article 26 de la proposition, concernant le montant de l'indemnité.

9. Deuxièmement, l'article 34, § 1^{er}, 6^o de la proposition prévoit que l'organisation doit communiquer par voie électronique « le montant de l'indemnité *perçue* pour chaque prestation » (italiques ajoutés par l'Autorité). Or cette communication doit avoir lieu « préalablement au moment où le travailleur associatif débute ses prestations ». Au stade initial de la déclaration électronique, il semble par conséquent qu'il s'agisse plutôt de l'indemnité « à percevoir » ou « due » pour chaque prestation. Les indemnités perçues ne pourront être renseignées qu'une fois liquidées par l'organisation ce qui, l'Autorité présume, justifiera alors une modification de la déclaration conformément à l'article 36, § 1^{er} de la proposition, voir une annulation de la déclaration si les prestations n'ont pas été effectuées, conformément à l'article 36, § 2 de la proposition.
10. Enfin troisièmement, l'article 34, § 2 prévoit que « *Le présent chapitre ne s'applique que si cette déclaration a eu lieu avant l'exécution des prestations et si, au moment de la déclaration aucun message d'erreur n'a été communiqué pour indiquer que les conditions d'application ne sont pas remplies dans le chef de la personne pour laquelle la déclaration a été faite* » (italiques ajoutés par l'Autorité). Cette disposition appelle deux commentaires.
11. Tout d'abord, l'Autorité considère qu'il convient plutôt de viser « la présente loi » dès lors que la déclaration électronique préalable est une condition d'octroi du régime du travail associatif, conformément à ce qu'exprime l'exposé des motifs de la proposition⁶. Sinon l'Autorité ne perçoit pas le sens de ce paragraphe.
12. Ensuite, il semble se dégager de cette disposition que l'ONSS réalise un contrôle préalable du respect des conditions du statut du travail associatif dans le chef du travailleur associatif. Si tel est bien le cas, cette disposition doit l'expliquer clairement et doit encore préciser quelles conditions (*a priori*, l'ensemble ?) sont évaluées par l'ONSS et sur la base de quelles données.
13. **Article 36 – Modification et annulation de la déclaration via l'application.** L'article 36 prévoit que la déclaration peut être modifiée jusqu'à la fin du jour civil auquel elle se rapporte ou de la date du jour de la fin de la prestation du travailleur associatif. Si la prestation se termine plus tôt que prévu, la déclaration peut être modifiée jusqu'à la fin du jour civil où elle s'est terminée. Cette disposition appelle deux commentaires.
14. Premièrement, la déclaration comporte deux dates : la date du début et la date de fin de la prestation du travailleur associatif. Ce qu'est la date du « jour civil auquel la déclaration se rapporte », qui est distincte de la date de fin de la prestation du travailleur, ne ressort pas clairement du projet. Or

⁶ « Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du champ d'application en ce qui concerne la personne pour laquelle la déclaration est faite, l'application communiquera un message d'erreur. *Dans ce type de cas, il n'est pas question de travail associatif au sens de la présente loi et par conséquent cette loi ne s'applique pas* » (italiques ajoutés par l'Autorité), exposé des motifs de la proposition, p. 40.

l'organisation doit sur ce point clairement pouvoir comprendre jusqu'à quelle date elle peut modifier la déclaration qu'elle a communiquée.

15. Deuxièmement, l'Autorité s'interroge sur le terme du délai endéans lequel une déclaration peut être modifiée, particulièrement si, pour une raison légitime indépendante de sa volonté, l'organisation concernée ne peut le respecter. Ainsi, si une prestation se termine plus tôt que prévu, de commun accord, la déclaration ne peut être modifiée que jusqu'à la fin du jour où elle s'est terminée. Ce qui constitue un délai pour le moins court. De même, s'il est tenu compte du moment de perception des indemnités (plus haut, considérant n° 9), les modifications pourraient devoir être réalisées dans un même délai très court.
16. En tout état de cause à cet égard, cette disposition ne peut faire obstacle à l'obligation du responsable du traitement qu'est l'organisation (tenue légalement de communiquer des données au sujet du travail associatif – hypothèse visée par l'article 6, 1., c) du RGPD), de communiquer des données exactes et si nécessaires mises à jour, conformément à l'article 5, 1., d) du RGPD. C'est idéalement par l'intermédiaire de l'application à mettre en place par l'ONSS que l'organisation devrait pouvoir si nécessaire, modifier ou mettre à jour des données, en prévoyant un historique des données lorsque cela est nécessaire (ce que d'ailleurs prévoit implicitement mais certainement l'article 37, 1° en permettant aux travailleurs de consulter les modifications via l'application).
17. **Article 37 – Consultations de données via l'application.** L'article 37, 1° prévoit que l'application mise à disposition par l'ONSS doit permettre au travailleur de consulter les données déclarées et leurs modifications, ainsi que de générer une attestation qui peut être imprimée. Il prévoit encore, en son 2°, que cette application doit permettre « aux organisations de consulter le montant annuel des indemnités déjà perçues par le travailleur associatif durant l'année civile en cours pour le travailleur associatif ». Cette dernière disposition appelle les trois commentaires suivants.
18. Premièrement, l'Autorité est d'avis que cette possibilité devrait également être ouverte au travailleur associatif lui-même, afin qu'il puisse vérifier ce qu'il en est des indemnités perçues, au regard du plafond légal prévu. C'est d'ailleurs en ce sens qu'est rédigé l'exposé des motifs « L'Office national de sécurité sociale met à disposition une application électronique pour permettre aussi bien à l'organisation qu'aux travailleurs associatif de consulter à chaque instant l'ampleur des travaux associatifs déjà effectués et le montant des indemnités déjà perçues afin de respecter à tout moment les limites maximales imposées »⁷.

⁷ P. 41.

19. Deuxièmement, compte-tenu de ce qui a été suggéré plus haut concernant les indemnités « perçues » ou « à percevoir » (plus haut, considérant n° 9), il est nécessaire que les organisations et les travailleurs puissent avoir une vue sur le montant des indemnités déjà perçues *et encore dues*, concernant l'année civile en cours.
20. Troisièmement enfin, et ce conformément aux articles 6, 1., c), et 5, 1., a) et b), seules les organisations s'inscrivant directement dans la finalité de la déclaration et de l'application y-liée peuvent avoir accès à l'information concernée. Il s'agira ainsi de l'organisation qui a conclu un contrat de travail associatif avec le travailleur associatif concerné ou qui s'inscrit avec lui, dans une démarche précontractuelle à cette fin (article 6, 1., b) du RGPD). Il va de soi que toute organisation ne peut utiliser l'application pour consulter des données relatives à des travailleurs associatifs qui lui sont étrangers. Une manière de préciser cet aspect dans l'article 37, 2° pourrait être d'ajouter après les termes « travailleur associatif », les mots « avec lequel elles ont conclu un contrat de travail associatif ou sont en cours de négociation d'un tel contrat ».
21. **Article 38 – Qualification de « données sociales ».** L'article 38 de la proposition dispose que les données visées à l'article 34 sont des données sociales à caractère personnel visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. L'exposé des motifs de la proposition explique que « *Dans un souci d'exhaustivité*, il est précisé que les données visées à l'article 34 sont qualifiées de données sociales à caractère personnel au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Cette disposition *vise à éviter toute incertitude* quant à la qualification des données concernées »⁸ (italiques ajoutés par l'Autorité).
22. L'article 2, alinéa 1^{er}, 6° de la loi du 15 janvier 1990 précitée définit les données sociales à caractère personnel comme « toutes données sociales concernant une personne (physique) identifiée ou identifiable ». L'article 2, alinéa 1^{er}, 2° de cette même loi définit les institutions de sécurité sociale. L'ONSS, qui traite les données communiquées via la déclaration et l'application électroniques est une institution du réseau primaire de la banque-carrefour de sécurité sociale. L'article 3 de cette même loi prévoit que « La Banque-carrefour est chargée de conduire, d'organiser et d'autoriser les échanges de données sociales entre les banques de données sociales⁹. Elle coordonne en outre les relations entre les institutions de sécurité sociale entre elles, d'une part, et entre ces institutions et le Registre national, d'autre part ». Les articles 13 et suivants de cette loi régissent en suite les communications de données

⁸ P. 41.

⁹ A savoir les « les banques de données où de données sociales sont conservées par les institutions de sécurité sociale ou pour leur compte », article 2, alinéa 1^{er}, 5° de la loi du 15 janvier 1990.

Avis 76/2020 - 7/12

sociales à ou par les institutions de sécurité sociales, par exemple, à l'attention d'un autre service public fédéral¹⁰.

23. Dans un tel contexte, soit l'application de la de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale aux données collectées par l'ONSS dans le cadre de la présente proposition est claire, ce qui semble *a priori* être le cas, auquel cas il pourrait suffire de rappeler son application dans l'exposé des motifs et supprimer ainsi, l'article 38 de la proposition.
24. Soit il existe une incertitude quant à l'application de la loi du 15 janvier 1990 auquel cas il convient d'exposer celle-ci dans l'exposé des motifs, et de soumettre alors les données collectées en vertu de l'article 34 de la proposition, aux règles pertinentes de la loi du 15 janvier 1990 que le demandeur souhaite voir s'appliquer.
25. L'Autorité renvoie également à ce sujet, aux commentaires concernant l'article 40 de la proposition (plus bas, considérants nos 27 et s., et en particulier le considérant n° 33).
26. **Article 39 – responsable du traitement.** L'article 39 de la proposition désigne l'ONSS comme responsable du traitement des données à caractère personnel visées aux articles 34 et 37. L'Autorité est d'avis qu'une telle désignation est conforme au RGPD. Elle rappelle néanmoins que l'organisation aura aussi une responsabilité propre au regard du traitement, en exécutant les obligations dont elle est débitrice en la matière en application de la proposition¹¹.
27. **Article 40, § 1^{er} – communication des données en vue de l'application de la proposition.** L'article 40 § 1^{er} prévoit que les données sont « transmises par voie électronique » à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et au Service public fédéral Finances « afin qu'ils puissent les traiter en vue de l'application de la présente loi. L'exposé des motifs note que les données « sont partagées » entre l'ONSS, l'INASTI et le SPF Finances.
28. Ce paragraphe 1^{er} devrait expliciter que ces données sont transmises par l'ONSS à l'INASTI et au SPF Finances. Ensuite, l'expression « aux fins de l'application de la présente loi » (ou « aux fins visées à l'article XX », voir plus haut, le considérant n° 8) sera préférée à celle de « dans le cadre de la présente loi », s'agissant de se référer à la finalité du traitement. Enfin, à moins que cela ne ressorte déjà des réglementations régissant la compétence de l'INASTI et du SPF Finances, ce qui sera probablement le cas, la disposition peut indiquer que ces institutions sont responsables du traitement des données transmises aux fins de l'exécution de leurs missions en vue de l'application de la proposition.

¹⁰ Voir en particulier l'article 15.

¹¹ Hypothèse visée à l'article 6, 1., c) du RGPD. Voir également plus haut, le considérant n° 20.

29. **Article 40, § 2 – traitement ultérieur des données.** L'article 40, § 2 de la proposition prévoit que l'ONSS, l'INASTI et le SPF Finances « peuvent traiter ultérieurement les données traitées en application de la présente loi en vue de la prévention, de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions aux lois et règlements qui relèvent de leurs compétences respectives et en vue de la perception et du recouvrement des montants qui relèvent de leur compétences respectives, le cas échéant après délibération de la chambre compétente du comité de sécurité de l'information ».
30. L'article précité entend ainsi permettre à ces trois institutions de traiter les données collectées en vue de l'application de la proposition aux fins du contrôle *d'autres législations*. Dans ce contexte, l'Autorité rappelle que tout responsable du traitement collectant des données à caractère personnel auprès de la personne concernée doit, en application de l'article 13 du RGPD, l'informer de toutes les finalités pour lesquelles les informations sont collectées ainsi que des destinataires (ou catégories de destinataires) de ces données, y inclus donc les finalités décrites dans l'article 40, § 2 de la proposition. L'Autorité considère dès lors que l'application électronique visée à l'article 37 de la proposition devrait informer clairement les travailleurs associatifs des traitements des données communiquées dans le cadre de l'application de la proposition et des contrôles envisagés.
31. Afin de rendre cette information facilement accessible pour les personnes concernées, l'Autorité recommande de documenter l'ensemble des traitements de données de façon compréhensible, de rendre cette documentation publique et de s'y référer dans l'information fournie à la personne concernée au moment de la collecte des données. L'Autorité insiste sur le fait que les missions de prévention, de constatation, de poursuite et de répression des infractions aux lois et règlements, et de perception et de recouvrement des montants dus doivent être attribuées aux instances respectives par ou en vertu d'une loi. Dans les limites permises par les articles 6, 3. et 4., du RGPD et 22 de la Constitution, l'article 40, § 2 de la proposition *combiné avec* les dispositions légales ou réglementaires déterminant notamment les missions de l'ONSS, de l'INASTI et du SPF Finances en cette matière, constitueront donc la base légale pour le traitement. Autrement dit, l'article 40, § 2 ne permettra pas à lui seul à fonder ces traitements.
32. Les derniers mots de la disposition « le cas échéant après délibération de la chambre compétente du comité de sécurité de l'information », appellent quant à eux le commentaire suivant, compte-tenu des développements précédents relatifs à l'application de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale (plus haut, considérants nos 21-24). En effet, l'article 40 met en place deux flux de données, à l'attention de deux institutions : l'INASTI et le SPF Finances. Ces flux sont visés par la paragraphe 1^{er} de l'article 40, et non son paragraphe 2 qui concerne le traitement ultérieur des données, une fois ces flux réalisés.

Avis 76/2020 - 9/12

33. Les mots « le cas échéant après délibération de la chambre compétente du comité de sécurité de l'information » doivent par conséquent être omis du paragraphe 2 de l'article 40. Le paragraphe 1^{er} de l'article 40 pourrait par contre plutôt préciser que les données sont transmises par voie électronique « conformément à la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale », ce qui permettrait également de prendre en compte la préoccupation du demandeur révélée dans l'article 38 de la proposition (plus haut considérants nos 21-24).
34. **Article 41 – Durée de conservation des données.** L'article 41 de la proposition prévoit une durée de conservation des données ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions relevant de la compétence du responsable du traitement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés. L'exposé des motifs précise à ce sujet : « Les procédures judiciaires auxquelles il est fait référence peuvent résulter, par exemple, d'une requalification du travail associatif pour non-respect des conditions d'application. La période d'un an après la prescription des actions et du paiement intégral permet un contrôle administratif et offre un certain temps afin de s'assurer que les actions soient définitivement prescrites et que tous les montants soient payés. Le paiement intégral implique le paiement du principal, des intérêts et de tous les coûts possibles, y compris les dépens judiciaires, les droits de rôle, l'indemnité de procédure, les frais de signification et similaire »¹².
35. Cette durée de conservation n'appelle pas de commentaire. L'Autorité rappelle que si « le législateur p[eu]t régler de manière générale les conditions de conservation des données à caractère personnel, ainsi que la durée de cette conservation »¹³, le responsable du traitement devra quant à lui calculer (et communiquer) précisément cette durée de conservation, compte-tenu des délais de prescription applicables, puisqu'il sera possible de la calculer sur cette base¹⁴.
36. Par souci de précision toutefois, ce qui est d'ailleurs en lien avec le commentaire suivant (considérant n° 37), plutôt que de disposer que « les données à caractère personnel visées à l'article 34 ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire *au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées*, avec une durée maximale [...] » (italiques ajoutés par l'Autorité), le texte disposera plutôt que ces données « *aux fins des finalités visées aux articles XX* [(voir à ce propos plus haut, le considérant n° 8 auquel l'Autorité invite le demandeur à expliciter la finalité du traitement dans la proposition)] *et 40, § 2*, les données à caractère personnel visées à l'article 34 ne sont pas conservées [...] ».

¹² P. 42.

¹³ Cour constitutionnelle, arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018, point B. 23.

¹⁴ Voir les articles 13, 2., a), et 14, 2., a) du RGPD.

37. Ensuite, le début de l'article 41 selon lequel en deux mots, cet article est « sans préjudice » des possibilités de traitement permises à l'article 89 du RGPD doit être supprimé dans la mesure où il est inutile et peut induire en erreur. En effet, s'il ressort des missions ou des obligations légales du responsable du traitement qu'il peut/doit réaliser des traitements de données à des fins archivistiques ou à des fins de recherche, les articles 5, 1., b) et e), et 89 du RGPD s'appliqueront directement (et le titre 4 de la LTD s'appliquera également). Dans cette optique, il est important, comme cela vient d'être suggéré (plus haut, considérant n° 36), que l'article 41 précise bien que la durée de conservation qu'il fixe concerne les traitements réalisés aux fins de l'application de la proposition et des compétences de contrôle de l'ONSS, de l'INASTI et du SPF Finances. Une telle durée de conservation est ainsi automatiquement par sa définition, sans préjudice d'autres traitements nécessaires à l'exécution d'autres missions d'intérêt public du responsable du traitement.

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité est d'avis que,

1. Dans l'article 34, § 1^{er} de la proposition (**considérants nos 8-9**), la finalité des traitements liés à la déclaration et à l'application y liée doit être explicitée, les indemnités « à percevoir » ou « dues » devraient également être visées.

Dans l'article 34, § 2 de la proposition (**considérants nos 10-12**), il convient de se référer « à la présente loi » plutôt qu'au « présent chapitre ». En outre, le cas échéant, ce paragraphe doit expliciter si l'ONSS réalise un contrôle préalable du respect des conditions du statut du travail associatif dans le chef du travailleur associatif et dans l'affirmative, sur la base de quelles données.

2. Il convient de clarifier le délai visé à l'article 36 de la proposition, le cas échéant, de modifier son terme, et d'envisager de permettre à l'organisation d'encoder au-delà de celui-ci, toute modification qui serait nécessaire en exécution de l'article 5, 1., d) du RGPD, via l'application mise à disposition (**considérants nos 13-16**).

3. L'article 37 devrait être adapté afin de permettre au travailleur associatif également, de vérifier le montant annuel des indemnités déjà perçues et à encore percevoir, et ce même article pourrait rappeler que seuls les organismes ayant conclu (ou étant en train de négocier) un contrat de travail associatif avec le travailleur concerné ont accès à cette information (**considérants nos 17-20**).

4. Il convient de supprimer ou d'adapter l'article 38 de la proposition selon qu'il n'existe pas ou qu'il existe une incertitude, à expliciter dans l'exposé des motifs, quant à l'application de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, aux données collectées par l'ONSS dans le cadre de la présente proposition (**considérants nos 22 à 25, voir également le point n° 6, ci-après**).

5. L'article 40, § 1^{er}, de la proposition devra préciser que les données sont transmises par l'ONSS, à l'INASTI et au SPF Finances et ce, aux fins de l'applications de la proposition (voir également sur ce point, le considérant n° 8), et le cas échéant, que ces deux dernières institutions sont responsables du traitement des données à caractère personnel transmises dans le cadre de leurs missions nécessitant l'application de la proposition (**considérants nos 27-28**).

6. L'Autorité rappelle que tout responsable du traitement collectant des données à caractère personnel auprès de la personne concernée doit, en application de l'article 13 du RGPD, l'informer de toutes les finalités pour lesquelles les informations sont collectées ainsi que des destinataires (ou catégories de destinataires) de ces données, y inclus donc les finalités décrites dans l'article 40, § 2 de la proposition. L'Autorité considère dès lors que l'application électronique visée à l'article 37 de la proposition devrait informer clairement les travailleurs associatifs des traitements des données communiquées dans le cadre de l'application de la proposition et des contrôles envisagés (**considérant n° 30**).

Afin de rendre cette information facilement accessibles pour les personnes concernées, l'Autorité recommande de documenter l'ensemble des traitements de données de façon compréhensible, de rendre cette documentation publique et de s'y référer dans l'information fournie à la personne concernée au moment de la collecte des données (**considérant n° 31**).

Le demandeur devrait encore envisager la suppression des termes « le cas échéant après délibération de la chambre compétente du comité de sécurité de l'information » du paragraphe 2 de l'article 40, et de compléter le paragraphe 1^{er} par les mots « conformément à la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale » (**considérants nos 32-33**).

Avis 76/2020 - 12/12

7. Enfin, le texte de l'article 41 disposera plutôt que « *aux fins des finalités visées aux articles XX [(voir le considérant n° 8)] et 40, § 2, les données à caractère personnel visées à l'article 34 ne sont pas conservées [...]* », et la référence « sans préjudice » de l'application de l'article 89 du RGPD sera omise (**considérants nos 36-37**).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 76/2020 van 24 augustus 2020

Betreft: verzoek om advies over een wetsvoorstel inzake verenigingswerk (CO-A-2020-082)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit" genoemd);

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG" genoemd);

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (hierna "AVG" genoemd);*

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG" genoemd);

Gelet op het verzoek om advies van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de heer Patrick DEWAELE, ontvangen op 23 juli 2020;

Gelet op het verslag van Mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Brengt op 24 augustus 2020 het volgende advies uit:

I. VOORWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers vroeg het advies van de Autoriteit over een wetsvoorstel inzake verenigingswerk (CO-A-2020-059) (hierna "het voorstel" genoemd). Volgens de memorie van toelichting "komt het voorstel tegemoet aan een leemte die dreigt te ontstaan na de vernietiging van de regelgeving betreffende het "onbelast bijverdienen" door het Grondwettelijk Hof, door een aangepast juridisch kader te voorzien voor het verenigingswerk verricht vanaf 1 januari 2021".
2. De memorie van toelichting stelt: "Bij arrest nr. 53/2020 van 23 april 2020 vernietigde het Grondwettelijk Hof de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie, alsook de wet van 30 oktober 2018 tot wijziging van de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie en van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Rekening houdend met de moeilijkheden die voor de betrokkenen uit het vernietigingsarrest kunnen voortvloeien, oordeelde het Hof dat de gevolgen van de vernietigde bepalingen in elk geval dienen te worden gehandhaafd voor de activiteiten geleverd tot en met 31 december 2020".
3. Het voorstel betreft een van de pijlers van het vernietigde stelsel, namelijk die van het verenigingswerk. De bedoeling is om voor het verenigingswerk een aangepast juridisch kader te creëren, aangezien de juridische kaders van 'professionele arbeid' en 'vrijwilligerswerk' niet geschikt zijn voor dit soort werk. Voor het verenigingswerk wordt een specifiek statuut gecreëerd dat zich tussen dat van vrijwilligerswerk en professionele arbeid situeert. Het (economische) doel bestaat erin dat de (beperkte) vergoeding die ontvangen wordt in het kader van het verenigingswerk niet wordt beschouwd als een vorm van belastbare bezoldiging of belastbaar beroepsinkomen, maar dat de organisatie die een beroep heeft gedaan op verenigingswerk niettemin een solidariteitsbijdrage (van 10% van de vergoeding) verschuldigd is.
4. Het voorstel voorziet in verschillende voorwaarden die moeten worden vervuld voordat het specifieke stelsel van verenigingswerk kan worden genoten, namelijk: de werknemer moet een professionele hoofdactiviteit hebben (gecontroleerd op driemaandelijke basis); een elektronische aangifte maakt het mogelijk om toezicht te houden op het verenigingswerk; alleen bepaalde functies kunnen het voorwerp uitmaken van verenigingswerk; de jaarlijkse en de maandelijkse vergoedingen zijn begrensd; er wordt voorzien in een cumulverbod met een andere activiteit bij dezelfde organisatie (verenigingswerkers mogen niet gebonden zijn aan de organisatie die hen tewerkstelt als vrijwilliger, werknemer, zelfstandige of ambtenaar); voormalige werknemers mogen bij de betrokken organisatie

gedurende één jaar na de beëindiging van hun overeenkomst geen verenigingswerk doen; en het is verboden om van reguliere arbeid over te schakelen op verenigingswerk¹.

5. In het formulier van de adviesaanvraag, bij de beschrijving van de betrokken gegevensverwerking, verwijst de aanvrager naar artikel 34 van de bepaling en naar de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning. Dit advies focust op hoofdstuk 11 van het voorstel, getiteld 'Elektronische aangifte van het verenigingswerk' waarin de artikelen 34 tot en met 41 zijn opgenomen. Deze bepalingen zijn immers relevant in het kader van de verwerking van persoonsgegevens.

II. ONDERZOEK

6. De memorie van toelichting van het voorstel stelt dat hoofdstuk 11 "de elektronische aangifte van het verenigingswerk regelt. Het gaat om een verwerking van persoonsgegevens waarvan de essentiële elementen bij wet moeten worden bepaald. Hiertoe worden de bepalingen voorzien bij het koninklijk besluit van 15 oktober 2018 tot uitvoering van artikelen 19 en 25 van de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie [2] in deze wet geïntegreerd. Bijkomend worden ook de verwerkingsverantwoordelijke en de bewaartermijn bepaald"³. Omdat dit hoofdstuk is gestructureerd volgens de gegevensbescherming en in die zin ook wordt gedetailleerd, zal hierna artikel per artikel commentaar worden gegeven.
7. **Artikel 34 – verwerkte gegevens, verwerkingsdoeleinden en verwerkingsmiddelen.** Om de administratieve last te verlichten van de organisatie⁴ die een beroep wil doen op verenigingswerk, wordt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid [RSZ/instelling] ermee belast om een applicatie ter beschikking te stellen voor de indiening van de elektronische aangifte van het verenigingswerk [de aangifte] en om de vorm en de modaliteiten van de gegevensmededeling te bepalen. Artikel 34, § 1 van het voorstel detailleert de gegevens die moeten worden aangegeven; deze behoeven in het algemeen geen bijzondere commentaar ten aanzien van artikel 5, 1., c) van de AVG, rekening houdend met de voorwaarden die van toepassing zijn op verenigingswerk⁵. Toch kunnen drie commentaren worden gegeven en een opmerking worden geformuleerd.
8. Ten eerste, hoewel het doel van de elektronische aangifte (en van de bijhorende applicatie) duidelijk blijkt uit de economische aspecten van het voorstel, moet het in overeenstemming met artikel 6, 3. van de AVG uitdrukkelijk worden opgenomen in de tekst van het voorstel. Deze aangifte en de

¹ Zie de memorie van toelichting van het voorstel, pp. 6-8.

² Aangaande dit besluit, zie het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer nr. 69/2018 van 25 juli 2018.

³ P. 39.

⁴ Bepaald in artikel 2, 3° van het voorstel.

⁵ Zie de artikelen 2 tot en met 5 van het voorstel. Zie ook artikel 26 van het voorstel, betreffende het bedrag van de vergoeding.

applicatie stellen zich tot doel om de administratieve last te verlichten van de partijen, hen toe te laten om hun statuut op te volgen, de correcte toepassing ervan te garanderen en in die zin ook de controle mogelijk te maken van de naleving van de relevante toepasbare fiscale en sociale regels.

9. Ten tweede voorziet artikel 34, § 1, 6° van het voorstel dat de organisatie langs elektronische weg "het bedrag van de *ontvangen* vergoeding voor iedere prestatie" dient mee te delen (cursief toegevoegd door de Autoriteit). Deze mededeling moet echter geschieden "vooraleer de verenigingswerker zijn prestaties aanvat". In het initiële stadium van de elektronische aangifte gaat het daarom eerder om de "te ontvangen" of de "verschuldigde" vergoeding voor elke prestatie. Ontvangen vergoedingen kunnen pas worden meegedeeld nadat ze door de organisatie werden betaald wat, volgens de Autoriteit, een wijziging van de aangifte rechtvaardigt in overeenstemming met artikel 36, § 1 van het voorstel, of een annulatie van de aangifte als de prestaties niet werden verricht, in overeenstemming met artikel 36, § 2 van het voorstel.
10. Ten derde voorziet artikel 34, § 2 dat "*dit hoofdstuk* enkel van toepassing is indien de aangifte bedoeld in paragraaf 1 vóór de aanvang van de prestaties gebeurde en indien er op het moment van de aangifte geen foutmelding wordt signaleerd die aangeeft dat *niet aan de toepassingsvoorwaarden is voldaan voor de persoon voor wie de aangifte is verricht*" (cursief toegevoegd door de Autoriteit). Deze bepalingen geven aanleiding tot twee opmerkingen.
11. Eerst en vooral acht de Autoriteit het beter om te spreken van "deze wet". De voorafgaande elektronische aangifte is immers een voorwaarde voor de toekenning van het stelsel van verenigingswerk, in overeenstemming met de memorie van toelichting van het voorstel⁶. Zo niet ziet de Autoriteit de zin niet in van deze paragraaf.
12. Vervolgens lijkt deze bepaling te suggereren dat de RSZ vooraf zal controleren of de verenigingswerker voldoet aan de voorwaarden van het statuut van verenigingswerk. Als dat het geval is, moet deze bepaling dit duidelijk vermelden en moet worden gepreciseerd welke voorwaarden (*a priori*, alle?) door de RSZ worden geëvalueerd en op basis van welke gegevens.
13. **Artikel 36 – Wijziging en annulatie van de aangifte via de applicatie.** Volgens artikel 36 kan de aangifte worden gewijzigd tot het einde van de kalenderdag waarop ze betrekking heeft of tot het einde van de dag waarop de prestatie van de verenigingswerker een einde neemt. Als de prestatie vroeger eindigt dan voorzien, kan de aangifte worden gewijzigd tot aan het einde van de kalenderdag waarop de prestatie werd beëindigd. Bij deze bepalingen heeft de Autoriteit twee opmerkingen.

⁶ "Wanneer niet voldaan is aan de toepassingsvoorwaarden voor de persoon voor wie de aangifte wordt verricht, dan signaleert de toepassing een foutmelding. *In voorkomend geval is er geen sprake van verenigingswerk in de zin van deze wet en is deze wet bijgevolg niet van toepassing*" (cursief toegevoegd door de Autoriteit), memorie van toelichting van het voorstel, p. 40. c

14. Ten eerste omvat de aangifte twee data: de begindatum en de einddatum van de prestatie van de verenigingswerker. Het feit dat de "kalenderdag waarop de aangifte betrekking heeft" niet hetzelfde is als de einddatum van de prestatie van de verenigingswerker, blijkt niet duidelijk uit het ontwerp. Voor de organisatie moet het echter duidelijk zijn tot welke datum zij de aangifte die ze heeft ingediend kan wijzigen.
15. Ten tweede stelt de Autoriteit zich vragen bij de termijn waarbinnen een aangifte kan worden gewijzigd, vooral als de organisatie om een legitieme reden buiten haar wil om, deze termijn niet kan respecteren. Als een prestatie in onderling overleg vroeger eindigt dan voorzien, kan de aangifte enkel nog worden gewijzigd tot het einde van de dag waarop de prestatie werd beëindigd. Dat is een zeer korte termijn. Bovendien, als rekening wordt gehouden met het ogenblik waarop de vergoedingen worden ontvangen (zie overweging nr. 9), zouden de wijzigingen moeten kunnen worden aangebracht binnen eenzelfde zeer korte termijn.
16. Hoe dan ook mag deze bepaling geen obstakel vormen voor de verplichting van de verwerkingsverantwoordelijke, zijnde de organisatie (die wettelijk verplicht is om de gegevens over het verenigingswerk mee te delen - hypothese bedoeld in artikel 6, 1., c) van de AVG) om juiste en zo nodig geactualiseerde gegevens mee te delen, in overeenstemming met artikel 5, 1., d) van de AVG. Ideaal zou zijn als de organisatie indien nodig gegevens zou kunnen wijzigen of actualiseren via de applicatie die de RSZ ter beschikking zou stellen. De applicatie zou daartoe voorzien in een gegevenshistoriek (dit is impliciet maar met zekerheid voorzien in artikel 37, 1° dat bepaalt dat de verenigingswerkers de wijzigingen kunnen raadplegen via de applicatie).
17. **Artikel 37 – Raadpleging van gegevens via de applicatie.** Artikel 37, 1° voorziet dat de applicatie die de RSZ ter beschikking stelt de verenigingswerker moet toelaten om de gegevens van de aangifte en de wijzigingen daarin te raadplegen en een attest aan te maken dat kan worden afgedrukt. In punt 2° van dit artikel wordt ook voorzien dat met deze applicatie de organisaties "het bedrag kunnen raadplegen van de vergoeding voor verenigingswerk die de verenigingswerker gedurende het lopende kalenderjaar heeft ontvangen". Deze laatste bepaling geeft aanleiding tot de volgende drie opmerkingen.
18. Ten eerste is de Autoriteit van oordeel dat deze mogelijkheid ook zou moeten worden geboden aan de verenigingswerker zelf, zodat hij kan nagaan of de ontvangen vergoedingen nog onder het voorziene wettelijke plafond liggen. Dat valt bovendien ook af te leiden uit de memorie van toelichting: "De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid stelt een elektronische toepassing ter beschikking waarmee zowel de organisatie als de verenigingswerker op elk ogenblik de omvang van het verenigingswerk en de

Advies 76/2020 - 6/12

reeds ontvangen vergoedingen kunnen raadplegen opdat de opgelegde begrenzings in acht worden genomen"⁷.

19. Ten tweede, in het licht van wat hiervoor al werd gesuggereerd aangaande de "ontvangen" of "te ontvangen" vergoedingen (zie overweging nr. 9), moeten de organisaties en de verenigingswerkers zicht hebben op het bedrag van de al ontvangen *en nog verschuldigde* vergoedingen voor het lopende kalenderjaar.
20. Ten derde ten slotte, en dit in overeenstemming met de artikelen 6, 1., c), en 5, 1., a) en b), mogen enkel de organisaties die rechtstreeks binnen het doel van de aangifte en de daaraan verbonden applicatie vallen, toegang krijgen tot de betrokken informatie. Het betreft hier de organisatie die met de betrokken verenigingswerker een overeenkomst voor verenigingswerk heeft gesloten of die maatregelen heeft genomen vóór de sluiting van een overeenkomst (artikel 6, 1., b) van de AVG). Het spreekt voor zich dat niet elke organisatie de applicatie kan gebruiken om gegevens over verenigingswerkers te raadplegen met wie ze geen banden heeft. Dit aspect zou in artikel 37, 2° kunnen worden gepreciseerd door na de woorden "verenigingswerker" de woorden "met wie zij een overeenkomst voor verenigingswerk hebben gesloten of onderhandelingen voeren over een dergelijke overeenkomst" toe te voegen.
21. **Artikel 38 – Kwalificatie van "sociale gegevens"**. Artikel 38 van het voorstel bepaalt dat de in artikel 34 bedoelde gegevens sociale gegevens van persoonlijke aard zijn zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6° van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. De memorie van toelichting van het voorstel stelt dat "*Volledigheidshalve* wordt bepaald dat de gegevens bedoeld in artikel 34 kwalificeren als sociale gegevens van persoonlijke aard als bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6° van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. Deze bepaling beoogt *onzekerheid* over de kwalificatie van de betrokken gegevens te *vermijden*"⁸ (cursief toegevoegd door de Autoriteit).
22. Volgens artikel 2, eerste lid, 6° van de voormelde wet van 15 januari 1990 zijn sociale gegevens van persoonlijke aard "alle sociale gegevens met betrekking tot een (natuurlijke) persoon die is of kan worden geïdentificeerd". Artikel 2, eerste lid, 2° van diezelfde wet geeft ook een definitie van de instellingen van sociale zekerheid. De RSZ, die de via de aangifte en de elektronische applicatie meegedeelde gegevens verwerkt, is een instelling die behoort tot het primaire netwerk van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid. Artikel 3 van diezelfde wet bepaalt dat "De Kruispuntbank is belast met het leiden en organiseren van en het machtigen tot de uitwisseling van sociale gegevens

⁷ P. 41.

⁸ P. 41.

tussen de sociale gegevensbanken⁹. Ze coördineert daarenboven de betrekkingen tussen de instellingen van sociale zekerheid onderling en tussen deze instellingen en het Rijksregister". De artikelen 13 en volgende van deze wet regelen vervolgens de mededeling van sociale gegevens aan of door de instellingen van sociale zekerheid, bijvoorbeeld aan een andere federale overheidsdienst¹⁰.

23. In die context is ofwel de toepassing van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid op de gegevens die door de RSZ worden ingezameld in het kader van dit voorstel duidelijk, wat *a priori* het geval lijkt te zijn, en kan het volstaan om naar die toepassing te verwijzen in de memorie van toelichting, zodat artikel 38 van het voorstel kan worden geschrapt.
24. Ofwel bestaat er onzekerheid over de toepassing van de wet van 15 januari 1990; in dat geval moet dit worden benadrukt in de memorie van toelichting en moeten de krachtens artikel 34 van het voorstel verzamelde gegevens worden onderworpen aan de relevante regels van de wet van 15 januari 1990 waarvan de aanvrager de toepassing wenst.
25. De Autoriteit verwijst in dit verband ook naar de opmerkingen bij artikel 40 van het voorstel (overweging nr. 27 e.v., en met name overweging nr. 33).
26. **Artikel 39 – verwerkingsverantwoordelijke.** Artikel 39 van het voorstel wijst de RSZ aan als verwerkingsverantwoordelijke van de in artikelen 34 en 37 bedoelde persoonsgegevens. De Autoriteit is van oordeel dat deze aanwijzing conform de AVG is. Ze benadrukt evenwel dat ook de organisatie een verantwoordelijkheid heeft bij de verwerking, door de verplichtingen na te komen die op haar rusten in toepassing van het voorstel¹¹.
27. **Artikel 40, § 1 – mededeling van de gegevens met het oog op de toepassing van het voorstel.** Artikel 40 § 1 voorziet dat de gegevens "via elektronische weg" worden overgemaakt aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen en aan de Federale Overheidsdienst Financiën "zodat zij de gegevens kunnen verwerken met het oog op de toepassing van deze wet." De memorie van toelichting merkt op dat de gegevens "worden gedeeld" tussen de RSZ, het RSVZ en de FOD Financiën.
28. Deze paragraaf 1 zou uitdrukkelijk moeten vermelden dat de RSZ deze gegevens overmaakt aan het RSVZ en aan de FOD Financiën. Verder verdient de uitdrukking "voor de toepassing van deze wet" (of

⁹ Namelijk "de gegevensbanken waarin de sociale gegevens door of voor rekening van de instellingen van sociale zekerheid worden bewaard", artikel 2, eerste lid, 5° van de wet van 15 januari 1990.

¹⁰ Zie met name artikel 15.

¹¹ Hypothese bedoeld in artikel 6, 1., c) van de AVG. Zie ook overweging nr. 20.

"voor de in artikel XX genoemde doeleinden", zie overweging nr. 8) de voorkeur boven "in het kader van deze wet", aangezien wordt verwezen naar het doel van de verwerking. Ten slotte, tenzij dit al duidelijk blijkt uit de regelgeving betreffende de bevoegdheid van het RSVZ en de FOD Financiën, wat waarschijnlijk het geval is, kan de bepaling vermelden dat deze instellingen verwerkingsverantwoordelijken zijn van de gegevens die hen worden overgemaakt voor de uitvoering van hun opdrachten met het oog op de toepassing van het voorstel.

29. **Artikel 40, § 2 – verdere verwerking van de gegevens.** Artikel 40, § 2 van het voorstel voorziet dat de RSZ, het RSVZ en de FOD Financiën "deze gegevens ook verder kunnen verwerken om hun andere wettelijke bevoegdheden uit te oefenen met het oog op de preventie, de vaststelling, de vervolging en de bestrafing van de inbreuken op de reglementering die tot hun respectieve bevoegdheden behoren en met het oog op de inning en invordering van de bedragen die tot hun respectieve bevoegdheden behoren, desgevallend na beraadslaging van de bevoegde kamer van het informatieveiligheidscomité."
30. Het voormelde artikel wil deze drie instellingen toestemming geven om de voor de toepassing van het voorstel verzamelde gegevens te verwerken met het oog op de controle van *andere wetgevingen*. In die context herinnert de Autoriteit eraan dat de verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, uit hoofde van artikel 13 van de AVG, de betrokkene moet informeren over *alle* doeleinden waarvoor de informatie is verzameld, alsmede over de ontvanger (of categorie ontvangers) van die gegevens, met inbegrip dus van de doeleinden beschreven in artikel 40, § 2 van het voorstel. De Autoriteit is dan ook van mening dat de elektronische toepassing zoals bedoeld in artikel 37 van het voorstel de verenigingswerkers duidelijk moet informeren over de verwerkingen van de verstrekte gegevens in het kader van het voorstel en de bedoelde controles.
31. Om deze informatie voor de betrokkenen gemakkelijk toegankelijk te maken, raadt de Autoriteit aan om het geheel van gegevensverwerkingen op een begrijpelijke manier te documenteren, om die documentatie openbaar te maken en ernaar te verwijzen in de informatie die op het ogenblik van de verzameling van de gegevens aan de betrokkene wordt verstrekt. De Autoriteit benadrukt het feit dat de taken in verband met de voorkoming, de vaststelling, de vervolging en de bestrafing van inbreuken op de regelgeving, en in verband met de inning en de invordering van de verschuldigde bedragen door of krachtens een wet, moeten worden toegewezen aan de respectieve instanties. Binnen de grenzen bepaald in de artikelen 6, 3 en 4 van de AVG en artikel 22 van de Grondwet, vormen artikel 40, § 2 *in combinatie met* de wettelijke en reglementaire bepalingen waarin met name de taken van de RSZ, het RSVZ en de FOD Financiën op dat gebied worden vastgesteld, dus de wettelijke basis voor de verwerking.

32. De laatste woorden van de bepaling, "desgevallend na beraadslaging van de bevoegde kamer van het informatieveiligheidscomité" geven aanleiding tot de volgende opmerking, rekening houdend met wat reeds werd gezegd over de toepassing van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid (overwegingen nrs. 21-24). Artikel 40 voorziet immers in twee gegevensstromen naar twee instellingen: het RSVZ en de FOD Financiën. Deze stromen worden bedoeld in paragraaf 1 van artikel 40 en niet in paragraaf 2 die betrekking heeft op de verdere verwerking van de gegevens nadat deze stromen zijn gerealiseerd.
33. De woorden "desgevallend na beraadslaging van de bevoegde kamer van het informatieveiligheidscomité" moeten bijgevolg worden weggelaten uit paragraaf 2 van artikel 40. Paragraaf 1 van artikel 40 zou daarentegen kunnen vermelden dat de gegevens worden overgemaakt langs elektronische weg "in overeenstemming met de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid"; zo zou ook rekening worden gehouden met de bekommernis van de aanvrager die blijkt uit artikel 38 van het voorstel (overwegingen nrs. 21-24).
- 34. Artikel 41 – Bewaartermijn van de gegevens.** Artikel 41 van het voorstel bepaalt dat de bewaartermijn van de gegevens niet langer mag zijn dan één jaar na de verjaring van alle vorderingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke behoren en, in voorkomend geval, de integrale betaling van alle hiermee verbonden bedragen. De memorie van toelichting preciseert in dit verband: "De bedoelde vorderingen kunnen bijvoorbeeld voortvloeien uit een herkwalficatie van het verenigingswerk wegens niet-naleving van de toepassingsvoorwaarden. De periode van 1 jaar na de verjaring van de vorderingen en integrale betaling, laat administratieve controle toe en biedt enige tijd om er zeker van te zijn dat de vorderingen definitief verjaard zijn en alle bedragen betaald zijn. De integrale betaling impliceert de betaling in hoofdsom, interesten en alle mogelijke kosten, met inbegrip van gerechtskosten, rolrechten, rechtsplegingsvergoeding, kosten van betekeningen dergelijke"¹².
- 35 Deze bewaartermijn behoeft geen commentaar. De Autoriteit benadrukt dat waar "de wetgever de bewaring van persoonsgegevens en de duur van die bewaring op een algemene wijze (vermocht) te regelen"¹³, de verwerkingsverantwoordelijke van zijn kant die bewaartermijn moet berekenen, rekening houdend met de toepasbare verjaringstermijnen, aangezien de termijn op die basis kan worden berekend¹⁴.
36. Nauwkeurigheids halve echter, en dit sluit bovendien aan bij de volgende opmerking (overweging nr. 0), zou de tekst in plaats van "de persoonsgegevens bedoeld in artikel 34 worden niet langer bewaard dan noodzakelijk *voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt* met een maximale bewaartermijn [...]" (cursief toegevoegd door de Autoriteit), beter het volgende bepalen: "*voor de doeleinden bedoeld in de artikelen XX* [(overweging nr. 8 waarin de Autoriteit de aanvrager verzoekt om uitdrukkelijk het doel van de verwerking te vermelden)] *en 40, § 2*, worden de in artikel 34 bedoelde persoonsgegevens niet bewaard [...]".

¹² P. 42.

¹³ Grondwettelijk Hof, arrest nr. 29/2018 van 15 maart 2018, punt B. 23.

¹⁴ Zie artikelen 13, 2., a), en 14, 2., a) van de AVG.

37. Het begin van artikel 41, dat kort gezegd bepaalt dat dit artikel geldt "onverminderd" de verwerkingsmogelijkheden die zijn toegelaten in artikel 89 van de AVG, moet worden geschrapt in de mate dat het overbodig is en aanleiding kan geven tot fouten. Omdat immers uit de taken of wettelijke verplichtingen van de verwerkingsverantwoordelijke blijkt dat hij gegevens mag/moet verwerken met het oog op archivering of onderzoek, zijn de artikelen 5, 1., b) en e), en 89 van de AVG rechtstreeks van toepassing (evenals titel 4 van de WVG). In die zin is het belangrijk, zoals reeds gesuggereerd (overweging nr. 0) dat artikel 41 duidelijk benadrukt dat de vastgelegde bewaartermijn betrekking heeft op de verwerking voor de toepassing van het voorstel en voor de controlebevoegdheden van de RSZ, het RSVZ en de FOD Financiën. Een dergelijke bewaartermijn geldt per definitie automatisch, onverminderd andere verwerkingen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van een andere taak van algemeen belang van de verwerkingsverantwoordelijke.

OM DEZE REDENEN,

is de Autoriteit van oordeel:

1. In artikel 34, § 1 van het voorstel (**overwegingen nrs. 8-9**) moet het doel van de verwerking verbonden aan de aangifte en de bijhorende applicatie uitdrukkelijk worden vermeld; ook de "te ontvangen" of de "verschuldigde" vergoedingen moeten worden genoemd.

In artikel 34, § 2 van het voorstel (**overwegingen nrs. 10-12**) moet worden verwezen naar "deze wet" in plaats van naar "dit hoofdstuk". Bovendien moet deze paragraaf desgevallend uitdrukkelijk vermelden of de RSZ een voorafgaande controle uitvoert van de naleving van de voorwaarden van het statuut van verenigingswerk uit hoofde van de verenigingswerker en, zo ja, op basis van welke gegevens deze controle wordt uitgevoerd.

2. De termijn bedoeld in artikel 36 van het voorstel moet worden verduidelijkt, desgevallend kan de bepaling worden gewijzigd en kan worden overwogen om de organisatie toe te laten elke wijziging die noodzakelijk zou zijn in uitvoering van artikel 5, 1., d) van de AVG aan te brengen via de applicatie die ter beschikking wordt gesteld (**overwegingen nrs. 13-16**).

3. Artikel 37 zou moeten worden aangepast in die zin dat ook de verenigingswerker het jaarlijkse bedrag van de reeds ontvangen en nog te ontvangen vergoedingen moet kunnen raadplegen; hetzelfde artikel zou ook kunnen wijzen op het feit dat alleen organisaties die met de betrokken verenigingswerker een overeenkomst voor verenigingswerk hebben

gesloten (of die daarover onderhandelingen voeren met de verenigingswerker) toegang hebben tot deze gegevens (**overwegingen nrs. 17-20**).

4. Artikel 38 van het voorstel moet worden verwijderd of aangepast naargelang er al dan niet onzekerheid bestaat, te vermelden in de memorie van toelichting, over de toepassing van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid op de door de RSZ verzamelde gegevens in het kader van dit voorstel (**overwegingen nrs. 22 tot en met 25, zie ook punt 6 hierna**).

5. Artikel 40, § 1 van het voorstel moet vermelden dat de gegevens door de RSZ worden overgemaakt aan het RSVZ en de FOD Financiën en dit met het oog op de toepassing van het voorstel (zie in dit verband ook overweging nr. 8), en, desgevallend, dat deze twee instellingen verwerkingsverantwoordelijken zijn van de persoonsgegevens die worden overgemaakt in het kader van hun opdrachten waarvoor het voorstel moet worden toegepast (**overwegingen nrs. 27-28**).

6. De Autoriteit herinnert eraan dat iedere verwerkingsverantwoordelijke die bij de betrokkene persoonsgegevens verzamelt, overeenkomstig artikel 13 van de AVG, de betrokkene moet informeren over alle doeleinden waarvoor de gegevens zijn verzameld en wie de ontvangers (of categorieën van ontvangers) van die gegevens zijn, met inbegrip dus van de doeleinden genoemd in artikel 40 § 2 van het voorstel. De Autoriteit is dan ook van mening dat de elektronische toepassing bedoeld in artikel 37 van het voorstel de verenigingswerkers duidelijk moet informeren over de verwerkingen van de in het kader van de toepassing van het voorstel verstrekte gegevens en over de voorgenomen controles (**overweging nr. 30**).

Om deze informatie gemakkelijk toegankelijk voor de betrokkenen te maken raadt de Autoriteit aan om het geheel van gegevensverwerkingen op een begrijpelijke manier te documenteren, om die documentatie openbaar te maken en ernaar te verwijzen in de informatie die op het ogenblik van de verzameling van de gegevens aan de betrokkene wordt verstrekt (**overweging nr. 31**).

De aanvrager zou ook moeten overwegen om de woorden "desgevallend na beraadslaging van de bevoegde kamer van het informatieveiligheidscomité" in paragraaf 2 van artikel 40 te verwijderen en om paragraaf 1 aan te vullen met de woorden "in overeenstemming met de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid" (**overwegingen nrs. 32-33**).

Advies 76/2020 - 12/12

7. De tekst van artikel 41 zou ten slotte beter bepalen dat "*voor de doeleinden bedoeld in de artikelen XX [(zie overweging nr. 8)] en 40, § 2*, de in artikel 34 bedoelde persoonsgegevens niet worden bewaard [...]", en de verwijzing "onverminderd" de toepassing van artikel 89 van de AVG kan worden weggelaten (**overwegingen nrs. 36-37**).



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

